

CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 11 MAI 2007

Le Conseil des ministres s'est réuni ce matin sous la présidence du Premier ministre, Dr. Navinchandra Ramgoolam, et a, entre autres:-

1. pris note des développements relatifs à la création du premier village touristique à Belle Mare sous l'*Empowerment Programme* comme annoncé dans le budget 2006-2007. Les villages touristiques serviront au développement de petites et moyennes entreprises pour le marché touristique. Ces villages appartiendront à une compagnie gouvernementale qui en assurera la gestion.
2. agréé que conformément au programme gouvernemental 2005-2010 de promouvoir et de faciliter la création d'emplois, un Espace des Métiers sera mis en place selon le modèle de Paris pour, entre autres:
 - (i) soutenir l'*Empowerment Programme* et plus particulièrement, le *workfare programme* qui met l'accent sur la formation et la réadaptation professionnelle, le programme spécial à l'intention des femmes sans emploi et les initiatives ayant trait aux PME et à l'émergence de nouveaux entrepreneurs; et
 - (ii) renforcer le fonctionnement des services existants tels que les *Employment Information Centres*, la SEHDA et le *Careers Guidance Service*.

En ligne avec la philosophie gouvernementale d'apporter les services à la population, une unité mobile offrant des services de base entrera en opération sous peu afin d'atteindre un plus grand nombre de personnes. Il est également proposé de mettre en place des coins informatiques dans les *Employment Information Centres* afin de faciliter l'accès, pour les demandeurs d'emploi et le public en général, au site Web Espace des Métiers.

3. donné son aval à la présentation à l'Assemblée nationale du *Gambling Regulatory Authority Bill* qui vise à amender et consolider en une seule législation toutes les lois relatives aux jeux et aux paris. Ce projet de loi prévoit:
 - (a) un régulateur unique pour une meilleure synergie, coordination et application des règlements relatifs aux jeux d'argent;
 - (b) la mise sur pied d'une division d'inspection avec les pouvoirs d'investigation et d'enquête nécessaires pour combattre les infractions dans le cadre des jeux d'argent, des loteries et des sweepstakes. L'actuelle Police des Jeux qui opère sous le *Racing Board Act* sera toutefois maintenue;
 - (c) un cadre légal pour le contrôle et la réglementation des paris sur les courses hippiques, les matchs de football, d'autres événements sportifs à l'étranger et pour les jeux d'argent interactifs; et

- (d) de favoriser la responsabilité en matière de jeux d'argent afin de minimiser les dommages causés par le jeu.
- 4. pris note que le *National Women Entrepreneur Council* a lancé, le 7 mai 2007, le programme de développement pour l'entrepreneuriat féminin. Ce programme vise à doter d'éventuelles femmes entrepreneurs de compétences relatives aux *start-up*, à la croissance de l'entreprise et à la création d'emplois. Le programme couvre les domaines tels que l'accès aux finances, la commercialisation, la gestion de ressources humaines, les questions légales relatives à la création d'une entreprise, les opportunités sectorielles de même que les compétences pour faire face aux responsabilités familiales et professionnelles. Quelque 70 femmes entrepreneurs éventuelles venant de la région de Vacoas/Phoenix ont participé à ce premier programme. Des programmes de développement semblables seront organisés à travers l'île. Les prochains programmes se tiendront dans les régions de Triolet, Bel Air, Saint Pierre, Bambous, Goodlands, Flacq, Rose Belle, Plaine Verte/Roche Bois et Rivière des Anguilles.
- 5. pris note que le *National Pay Council*, constitué le 4 mai 2007 et présidé par M. Sen Ramsamy, a tenu sa première réunion le 10 mai 2007. La deuxième réunion est prévue le 16 mai 2007.

Le Conseil des ministres a agréé la proposition des représentants des travailleurs au *National Pay Council* à l'effet que le directeur du Bureau central des statistiques ne devrait pas participer aux délibérations en tant que représentant du gouvernement. Le Conseil des ministres a décidé qu'un autre représentant du gouvernement sera nommé sous peu.

- 6. pris note que selon le dernier bulletin des Statistiques, quelque 70 297 touristes ont visité Maurice en avril 2007 par rapport à 57 361 en avril 2006, c'est-à-dire, une hausse de 22,6 %. Le marché français a aussi enregistré une performance remarquable dans les arrivées touristiques, avec une hausse de 85,7%.

Le conseil a aussi pris note qu'un nombre d'arrivées additionnel de 47 619 a été enregistré pour le premier trimestre de 2007, ce qui représente une augmentation de 17,9% par rapport au premier trimestre de 2006.

- 7. donné son aval à ce que le *Management Audit Bureau* entreprenne une révision complète du système de gestion financière de l'Université de Maurice afin de faire le point sur la situation financière de cette institution et d'assurer que le système et les méthodes utilisés sont efficaces et efficaces. Cet exercice vise à déterminer:
 - (i) si les fonds provenant du gouvernement ou d'autres sources sont appliqués et utilisés aux fins auxquelles ils sont destinés;

- (ii) si l'Université de Maurice utilise de manière efficiente et efficace les ressources financières et humaines qui sont à sa disposition; et
- (iii) la viabilité financière de l'Université à l'intérieur du cadre actuel régissant son fonctionnement.

8. pris note que la 11^e session de la Commission Thonière de l'Océan Indien (*CTOI*) se tiendra à Maurice du 13 au 18 mai 2007.

La CTOI a été créée comme entité statutaire en 1994 en vertu de l'article XIV de la Constitution de la FAO. Elle a pour mission de gérer les thons et les thonidés dans l'océan Indien et dans les mers avoisinantes tout en prenant en considération les objectifs de conservation. La CTOI compte 25 membres à ce jour, y compris les membres de la Commission de l'Océan Indien, le Royaume-Uni, la Communauté Européenne et la France. Maurice a adhéré en même temps que l'Erythrée et le Sri Lanka à la CTOI depuis sa création.

9. pris note que suite à l'engagement pris par le Premier ministre pendant sa récente visite à Rodrigues, la Caravane de l'Entrepreneuriat était à Rodrigues le 28 avril 2007, cela afin de relancer le développement de l'entrepreneuriat dans île. A cette occasion, 816 certificats d'enregistrement et 33 chèques d'un montant de Rs 736 000, ont été émis par la SEHDA et la DBM respectivement pour des projets tels que l'agriculture mixte, l'apiculture, la confection de vêtements, la transformation de produits alimentaires, l'artisanat, la ferblanterie, l'élevage de vaches, l'élevage caprin, des cantines mobiles, la culture de légumes et la pêche. Trois ateliers de travail ont été organisés pour sensibiliser les entrepreneurs quant aux étapes à suivre afin de mettre sur pied une petite entreprise et aux facilités et services offerts par des institutions de soutien. Plus de 1 300 personnes ont assisté à ces ateliers ; parmi 1 000 ont demandé à être enregistrées auprès de la SEHDA.

10. pris note que le ministère des Droits de la Femme, du Développement de l'Enfant, du Bien-être de la famille et de la Protection des Consommateurs organisera un programme de sensibilisation sur 'Le renforcement des liens familiaux' le 19 mai 2007 pour marquer la Journée internationale des familles.

La Journée internationale des familles est célébrée le 15 mai afin de souligner l'importance des familles en tant qu'unités de base de la société. Cette année les Nations unies ont retenu 'Familles et personnes handicapées' comme thème en vue de sensibiliser davantage le public sur des sujets cruciaux relatifs aux familles et aux personnes handicapées.

11. pris note de la mise sur pied d'un *Monitoring Committee* présidé par le chef de Cabinet du ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale, du Bien-être des Personnes âgées et des Institutions réformatrices, cela comme le prévoit la *Protection of Elderly Persons Act*.

Le comité aura pour attributions:

- (a) de superviser le fonctionnement de la *Welfare and Elderly Persons' Protection Unit* et de chaque *Elderly Watch* et donner à ses officiers les directives à caractère général qu'il jugerait nécessaires; et
 - (b) d'assurer que cette unité et chaque *Elderly Watch* disposent de ressources et de facilités adéquates pour leur bon fonctionnement.
- 12 pris note des retombées de la mission du vice-Premier ministre et ministre des Infrastructures publiques, du Transport intérieur et de la Marine à Rodrigues, du 4 au 6 mai 2007, dans le contexte de la Semaine mondiale des Nations unies sur la sécurité routière. Les activités organisées à cette occasion étaient, entre autres :
- (i) une exposition sur les mesures ayant trait à la sécurité routière ;
 - (ii) une séance de travail sur le transport gratuit à Rodrigues; et
 - (iii) l'inauguration d'une route d'accès au village de Rivière Coco.

Lors de ses interventions, le vice-Premier ministre et ministre des Infrastructures publiques, du Transport intérieur et de la Marine a mis l'accent sur l'importance pour les usagers de la route de tous âges de respecter les mesures de sécurité routière et a proposé la mise en place de clubs de sécurité routière.

Le vice-Premier ministre a également eu des sessions de travail avec le Chef commissaire et a fait un survol des principales activités économiques à Rodrigues. Il a aussi discuté de l'expertise que son ministère pourrait mettre à la disposition de la Commission pour les Infrastructures publiques, l'Environnement, le Logement, le Transport et les Parcs marins.

13. pris note des retombées de la mission, du 16 au 20 avril 2007, du vice-Premier ministre et ministre du Tourisme, des Loisirs et des Communications extérieures aux Etats-Unis dans le cadre de l'*African Ministerial US West Coast Investment Promotion Mission* organisée par la Chambre de Commerce des Etats-Unis et le groupe Whitaker.

Les objectifs de ce voyage ministériel africain étaient:

- (a) de sensibiliser les entreprises américaines en ce qui concerne les opportunités d'investissement et de commerce dans les pays participants;

- (b) de présenter les délégations à certaines entreprises américaines de premier plan qui s'intéressent à investir en Afrique; et
- (c) d'identifier les opportunités d'approvisionnement pour les biens et services dont les entreprises américaines ont besoin.

La délégation mauricienne a mis l'accent sur des sujets tels que la *Land-Based Oceanic Industry*, l'approvisionnement des produits textiles à Maurice, le rhum, les sucres spéciaux, la bijouterie, les énergies renouvelables et les TIC.

14. pris note des retombées de la mission du ministre du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi à Addis Ababa où il a assisté à la *5th Ordinary Session of the African Union Labour and Social Affairs Commission* et à la 11^e réunion régionale africaine de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Le mandat de l'*African Union Labour and Social Affairs Commission* est:

- (i) de développer la coopération entre les Etats membres de l'Union africaine dans le domaine de l'emploi et du social;
- (ii) d'étudier les problèmes propres à ces pays dans les domaines de l'emploi et du social;
- (iii) d'examiner toutes les questions relatives à l'OIT ou d'autres institutions spécialisées des Nations unies dont les activités sont orientées vers l'emploi et le social; et
- (iv) d'adopter une position commune africaine pour présenter un front uni afin de défendre les intérêts de l'Afrique à la Conférence internationale du Travail et à toutes autres réunions internationales traitant de questions ayant trait au social et à l'emploi.

Deux rapports du directeur général, à savoir l'*ILO Activities Report in Africa: 2004-2006* et le *Report on the Decent Work Agenda in Africa: 2007-2015*, étaient à l'ordre du jour de la 11^e réunion régionale africaine de l'OIT qui a vu la participation de 42 Etats membres, y compris 31 ministres. Le premier rapport fait état du progrès accompli sur l'implémentation des recommandations de la 10^e réunion régionale africaine et du sommet d'Ouagadougou 2004 qui a adopté une déclaration, un plan d'action et un mécanisme de suivi sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique.

15. pris note des retombées de la 10^e Conférence ministérielle spéciale sur le sucre ayant pour thème *Managing the Challenges of Reform in the Sugar Sector* qui s'est tenue aux Fidji. La réunion a, entre autres, fait le point sur:

- (a) le nouveau régime sucrier de l'Union européenne et les conséquences à ce jour de son application;
- (b) les négociations des prix pour 2005 - 2006 et pour 2006 - 2007;
- (c) l'allocation de la quantité complémentaire;
- (d) l'étude en vue de préserver les acquis de 18 pays du Protocole sucre dans le contexte des négociations de l'APE ; et
- (e) les projets de réforme intra-ACP sur la recherche et le développement.

D'autres discussions ont porté sur le sucre dans le cadre des négociations de l'APE, le plan d'action des ACP sur les mesures d'accompagnement et les perspectives et opportunités dans le secteur sucrier.

16. pris note de la reconstitution du *Residential Care Homes Board* sous la présidence du chef de cabinet du ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale, du Bien-être des Personnes âgées et des Institutions réformatrices.

11 mai 2007

*Government Information Service
Prime Minister's Office
Port Louis*